

## « La parole, enjeu politique »

(« Présence protestante » - France 2)

Entretien Céline Dupeux avec Gérard Mauger

- *Les violences de novembre ne tournent-elles pas autour de la question de la parole ?*

- Dans « l'émeute » de novembre 2005, il était d'abord question de violences physiques - les affrontements entre les jeunes des cités et la police - et de destructions matérielles - à commencer par les incendies de véhicules. Mais il était aussi question, en effet, de « parole » : paroles prononcées par des hommes politiques - et d'abord celles de Nicolas Sarkozy - symétriquement, absence de prise de parole des émeutiers (faute de porte-parole), enfin déferlement de paroles politiques, médiatiques et « savantes » prononcées à propos de l'émeute et des émeutiers.

1°) Un mot, d'abord, sur les paroles prononcées par le ministre de l'Intérieur. Très médiatisés, les propos antérieurs de Nicolas Sarkozy sur « le Kärcher » et sur « la racaille », ses premiers commentaires sur les jeunes victimes de Clichy-sous-Bois - tentative de cambriolage aussitôt démentie - ont sans doute beaucoup contribué au déclenchement puis à l'extension de l'émeute... De sorte qu'il ne me semble pas excessif de dire que le ministre - involontairement sans doute - s'est comporté en « fauteur d'émeute »... À la fois, en suscitant l'indignation et la solidarité des « jeunes des cités » dans leur ensemble et en adoptant le registre lexical du « monde des bandes », c'est-à-dire aussi en se situant dans une logique de défi viril (celle de la « culture de rue ») qui appelle les réactions convenues dans ce cadre...

2°) Quant à l'absence remarquée de prise de parole des émeutiers, elle renvoie évidemment à l'absence de porte-parole dans lesquels ils puissent se reconnaître, c'est-à-dire aussi à l'absence d'organisation des émeutiers ou, en d'autres termes, au caractère « proto-politique » de cette émeute. « Proto-politique », c'est-à-dire « en dehors » ou plutôt « en deçà » des formes canoniques, institutionnalisées, d'expression des « émotions populaires »...

3°) En ce qui concerne enfin ce qu'on pourrait appeler « l'émeute de papier », parallèle à l'émeute, on peut la décrire comme une lutte symbolique confuse qui oppose entre elles différentes catégories d'exégètes qui délivrent leurs visions, leurs interprétations de l'émeute. Bataille symbolique, bataille de paroles, qui oppose schématiquement les entreprises de disqualification politique des émeutiers aux entreprises d'habilitation.

*- Les émeutes ne sont-elles pas la conséquence d'une parole qui n'est jamais entendue depuis des années ?*

- Si tout porte à croire que les paroles de Nicolas Sarkozy ont bien été entendues par « les jeunes des cités », il faut, en effet, s'interroger sur l'intérêt très sélectif et à éclipses que suscitent dans les médias et dans le monde politique ceux qu'il est convenu de désigner aujourd'hui comme « les jeunes des cités ». Trois remarques à ce propos :

1°) D'abord, il est régulièrement question de ces « jeunes des cités » au moins depuis le début des années 1980 avec les rodéos des Minguettes : on parle d'eux, puis on les oublie, ou plutôt on passe à autre chose (c'est la règle : au moins dans les médias...)

2°) Cet intérêt est très sélectif : pratiquement, il n'en est jamais question à leur propos que de « violences urbaines » ou de « délinquance ». Faut-il rappeler la place qu'a occupée cette thématique (et la surenchère sécuritaire quelle a provoquée) dans les élections présidentielles de 2002 ?...

3°) De multiples raisons expliquent ce caractère médiatiquement et politiquement inaudible des « jeunes des cités ». À commencer par l'absence de porte-parole, l'absence de relais politique ou, si l'on veut, le « rendez-vous manqué », comme dit Olivier Masclet, entre la gauche et les jeunes des cités.

*- Pourquoi cette parole n'est elle pas entendue ? Cela pose la question fondamentale de la réception : une parole n'existe que si elle est entendue, or il y a aujourd'hui des conditions de réception de la parole dans les médias...*

- La réception d'une parole dépend à la fois du locuteur et du récepteur ou plus précisément de l'adéquation de la parole du locuteur à « l'horizon d'attente » du récepteur. Dans le cas présent, il faudrait se demander quelles sont les conditions sociales à remplir pour qu'une parole de « jeunes des cités » soit médiatiquement recevable.

1°) Formellement, il faut être à la fois simple (pour être compris de tous) et concis (pour ne pas ennuyer) : le modèle implicite, c'est la pensée « sciences-po »... Encore faut-il l'avoir acquis et intériorisé...

2°) Quant au contenu, il s'agit d'être intelligible par le plus grand nombre. En caricaturant à peine, il faut donc ne rien dire qui aille à l'encontre du sens commun : les idées les mieux reçues sont les « idées reçues »...

3°) Dans un autre registre - celui du témoignage « authentique » - il est également possible d'endosser l'un des rôles attendus d'un « jeune des cités », c'est-à-dire de se conformer à l'un ou l'autre des stéréotypes en vigueur : « le grand frère », « le jeune entrepreneur », « le religieux barbu », « la racaille » (« floutée »), etc.

- *Comment qualifier la parole des banlieues, de façon générale ?*

- À ce propos, je voudrais faire quatre remarques :

1°) La parole des « jeunes des cités » brille d'abord par son absence. Cette absence de parole renvoie à celle de porte-parole connus et reconnus comme tels, à la fois par les intéressés et dans l'univers médiatique et politique. En d'autres termes, il me semble qu'il y a un réel déficit d'offre politique dans laquelle les « jeunes des cités » puissent se reconnaître : d'où par, exemple, les taux d'abstention dont on s'étonne à chaque élection...

2°) À l'inverse, les candidats à la fonction de porte-parole sont nombreux dans la fraction la plus diplômée des jeunes des cités : mais, dans les luttes de concurrence qui les opposent, aucun n'a réussi à imposer à ce jour une parole « légitime », c'est-à-dire à la fois connue et reconnue comme telle par ceux auxquels elle s'adresse

3°) En dehors des cités, il y a, par ailleurs, de très nombreux candidats pour exprimer « la vérité » des « jeunes des cités » : dans le monde politique, mais aussi dans celui

des journalistes et, bien sûr aussi, des sociologues (sans compter tous ceux qui font profession - à un titre ou un autre - d'encadrer les « jeunes des cités » : travailleurs sociaux, policiers, magistrats, etc.)

4°) Il faut enfin ajouter qu'il n'est pas sûr qu'il soit possible d'énoncer « une parole des jeunes des cités » dans laquelle ils puissent se reconnaître dans leur diversité : en raison même de cette diversité, c'est-à-dire aussi des multiples clivages qui les opposent à commencer par ceux qu'induisent les classements scolaires... Mais, il est vrai qu'on peut aussi tenter de mettre en évidence, à l'inverse, tout ce qui les rapproche...

- *« Les paysans ne parlent pas, ils sont parlés ». C'est la même chose pour les jeunes des cités ? Pourquoi ?*

- Il me semble, en effet, qu'on peut étendre cette expression qu'avait utilisée Pierre Bourdieu à propos des paysans, aux classes dominées en général et aux « jeunes des cités » en particulier. Faute de pouvoir (ou de vouloir) s'exprimer soi-même dans les formes convenues, faute de s'identifier à tel ou tel stéréotype imposé, faute de pouvoir s'en remettre à un porte-parole « légitime » (c'est-à-dire reconnu comme tel, habilité à s'exprimer au nom du groupe), les « jeunes des cités » sont, eux aussi, « parlés par d'autres » (politiques, journalistes, sociologues, etc.), qui, à un titre ou à un autre, se sentent autorisés à parler d'eux (en faisant état de leur « proximité », perçue comme un gage de crédibilité)... D'où la fréquence d'un sentiment de dépossession de sa propre image qui vient redoubler toutes les autres : ce qui ne simplifie pas la tâche...

- *Comment faire pour que les jeunes se construisent une parole ?*

- D'un point de vue sociologique, il s'agirait idéalement de construire un point de vue à partir duquel il serait possible de percevoir tous les points de vue, de mettre en évidence ce qui les rassemble et ce qui les oppose et de tenter de rendre compte sociologiquement de ces homologues et de ces oppositions. Ce n'est pas impossible,

mais difficile : si, par exemple, l'observation ethnographique implique la proximité, la distance est indispensable à l'objectivation...

D'un point de vue politique, il s'agirait de construire « la cause des jeunes des cités », c'est-à-dire à la fois d'élaborer une représentation collective du groupe et des revendications - ce qui suppose un travail de centralisation, de généralisation et d'universalisation, de « montée en généralité » comme disent les politistes - et, parallèlement, de mettre en place des formes d'organisation et de délégation

*- De façon générale, les exclus (du travail) sont aussi les exclus de la parole et donc de l'action politique... Quels exemples récents peut-on citer ?*

La débandade du PCF et de toutes les formes d'organisation et de conscience collective qui en étaient solidaires, d'une part, la (fausse) croyance à « la moyennisation » de la société française et à la disparition des classes populaires (réduites aux « sans », aux « exclus »), solidaire de « la pensée sciences-po », d'autre part, expliquent, au moins pour partie, que, de façon générale, les membres des classes populaires sont aujourd'hui privés de porte-parole dans le champ politique dans lesquels ils puissent se reconnaître : d'où à la fois, des taux d'abstention « record » aux élections et peut-être aussi la résurgence de formes d'expression collective qu'on pensait disparues, comme les « émeutes »...